



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Usine Renault de Flins

Question au Gouvernement n° 3024

Texte de la question

USINE RENAULT DE FLINS

M. le président. La parole est à M. Bruno Millienne.

M. Bruno Millienne. Madame la secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances, par un hasard du calendrier, je me suis rendu sur le site de Renault Flins, situé dans ma circonscription,...

M. Sébastien Jumel. Vous avez dû être bien accueilli !

M. Bruno Millienne. ...pour une visite consacrée à la reprise de l'activité, au lendemain de l'annonce d'une possible fermeture de cette usine.

Avec la crise sanitaire, le marché automobile français s'est effondré de 70 % en mars et de 90 % en avril. Sur l'année, les ventes pourraient chuter de 20 % en Europe et de 30 % en France.

L'automobile représente 400 000 emplois industriels directs et 900 000, si l'on inclut les services. Or le Conseil national des professions de l'automobile indique que 40 000 à 50 000 postes sont menacés et que 30 % des entreprises risquent la faillite.

Parmi les premières victimes identifiées, il y a Renault, qui sollicite un prêt de 5 milliards d'euros garantis par l'État et s'apprête à annoncer les contours d'un plan d'économies de 2 milliards d'euros.

Le Président de la République annoncera ce jour, nous dit-on, un plan relatif à la souveraineté industrielle, à la transition vers les véhicules propres et à la préservation de la compétitivité du secteur. Ses annonces sont très attendues.

Vous connaissez l'engagement du groupe du Mouvement démocrate et apparentés en faveur de la transition écologique et énergétique du pays, des mobilités durables et de l'emploi industriel au cœur des territoires.

M. Jean-Paul Dufrène. C'est nouveau, ça !

M. Bruno Millienne. Après la crise financière de 2008, l'État avait exigé des contreparties en matière d'emploi, ce qui n'avait pas empêché une vague massive de délocalisations. Le monde d'après, s'il doit exister, ne peut commencer de la sorte.

Madame la secrétaire d'État, pouvez-vous nous affirmer que le Gouvernement a prévu des contreparties à l'octroi de ce prêt ? Pouvez-vous nous dire si Renault prendra des engagements forts pour localiser et préserver

en France les emplois liés aux véhicules électriques ?

Quel sera l'avenir des trois sites menacés ? Quel sera l'avenir de la Zoe électrique qui fait vivre 2 600 salariés à Flins ? Quelles mesures le Gouvernement entend-il prendre en faveur du secteur automobile français ?

M. le président. La parole est à Mme la secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances.

Mme Agnès Pannier-Runacher, *secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances*. Monsieur le député, je vous remercie de votre question. Je connais votre attachement à l'industrie, en particulier à l'usine Renault de Flins, où vous étiez encore récemment. Je sais aussi votre soutien exigeant au Gouvernement, afin que nous prenions les meilleures mesures pour accompagner Renault dans cette passe difficile.

Le secteur automobile traverse une crise sans égale : l'effondrement des ventes se produit dans un contexte de transformation de la filière. Il faut tout à la fois préserver l'activité et transformer la filière en l'orientant vers la voiture électrique et connectée, ce qui exige des investissements très importants.

Au cours des dernières années, nous avons été particulièrement actifs dans ce domaine au travers du contrat stratégique de filière, en mettant en place les fondements de la transition écologique et énergétique dans l'automobile. Cet Airbus de la batterie permet de fabriquer en France 40 % de la valeur des voitures électriques, à savoir les cellules et la batterie. Grâce à la poursuite de ce projet, une première usine de batterie verra le jour en France au cours des prochains mois.

Le plan d'accompagnement ira dans cette direction : Renault rejoindra ce projet d'Airbus de la batterie, montrant son engagement au service de la transition écologique.

M. Pierre Cordier. Un Ségur de l'automobile : nous aurons tout vu !

Mme Agnès Pannier-Runacher, *secrétaire d'État*. Avec le plan que va annoncer le Président de la République, c'est un nouveau chapitre de l'histoire de l'industrie automobile qui s'ouvre, orienté vers l'amélioration de la productivité de notre outil, grâce à un soutien à l'investissement dans l'usine du futur, à la consolidation de la filière et à l'amélioration de la réponse électrique, dans le cadre d'une relocalisation d'un maximum d'éléments du moteur et de la traction électrique, au travers des différents sous-traitants et constructeurs.

Données clés

Auteur : [M. Bruno Millienne](#)

Circonscription : Yvelines (9^e circonscription) - Mouvement Démocrate et apparentés

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3024

Rubrique : Automobiles

Ministère interrogé : Économie et finances (Mme la secrétaire d'État auprès du ministre)

Ministère attributaire : Économie et finances (Mme la secrétaire d'État auprès du ministre)

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [27 mai 2020](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [27 mai 2020](#)